



Les raisons de la colère

Citoyens, nous sommes fortement interpellés par le projet de société développé par le gouvernement qui légitime un développement important des inégalités, une individualisation des droits, la baisse des solidarités collectives, la précarisation, la baisse des pensions avec une nouvelle réforme des retraites à venir... et qui, au lieu de travailler à la cohésion sociale, divise de plus en plus les français entre eux.

Fonctionnaires, nous avons à faire face à des réformes qui attaquent frontalement la Fonction publique pour affaiblir un peu plus les services publics. La Fonction publique a subi de premières baisses budgétaires, et les attaques sur le pouvoir d'achat de ses agents ont été les premières mesures mises en œuvre par le gouvernement : gel du point d'indice, recul du calendrier PPCR, CSG non complètement compensée, rétablissement du jour de carence, 120 000 suppressions de postes programmées... Par ailleurs dans le cadre de la réflexion pour la "rénovation" de la Fonction publique, le gouvernement annonce un plan de départs volontaires, la déconnexion possible de la valeur du point d'indice en fonction des versants de la Fonction publique, le retour du salaire au mérite pour ne valoriser que quelques heureux élus, le développement du contrat en lieu et place de fonctionnaires sous statut, l'ouverture à la concurrence et à la privatisation de pans entiers des services publics... Autant d'éléments destinés à transformer le sens et les valeurs de la Fonction Publique.

Enseignants, nous sommes confrontés à la sélection à l'université, à l'usine à gaz que représente parcours sup, à une réforme du lycée qui sous couvert de construction par les élèves de leur parcours complexifie à souhait l'organisation et opère un tri sans précédent, une réforme du bac qui alourdit et multiplie au prétexte de simplification les évaluations certificatives, à une réforme du collège dont les orientations ne sont pas remises en cause, à un DNB et un LSU affligeants et chronophages... et à une constante dégradation des conditions d'emploi et de travail...

Enseignants d'EPS, notre discipline est de plus en plus mise à l'index du système éducatif avec des contenus inconsistants voire inexistant dans les programmes de collège, une disparition de l'évaluation des acquisitions spécifiques au DNB. Le traitement affligeant de l'EPS par le nouveau ministère de l'Education nationale se poursuit avec une réforme du lycée qui fait disparaître l'ensemble des options ([signez la pétition en ligne](#) pour exiger une voie d'approfondissement, un enseignement de spécialité) et aboutit à une place diminuée dans la certification du baccalauréat... Dans ces conditions, il est possible de nourrir quelques craintes quant à la révision des programmes disciplinaires. Par ailleurs, à l'heure des répartitions de DHG apparaissent de nombreuses suppressions de postes qui se cumulent avec une baisse du nombre de postes aux concours...

Trop, c'est trop ! La grève du 22 mars est le moment privilégié pour exprimer nos désaccords et nos doléances pour la société, la Fonction publique, nos salaires, nos métiers...

L'importance des manifestations, la masse des manifestants seront les seules à montrer publiquement la hauteur des mécontentements.

Alors, pas de tergiversation, toutes et tous en grève et en manifestation le 22 mars !
benoit.hubert@snepfusu.net Secrétaire Général du SNEP-FSU